

n'ont pas encore répondu. Je puis dire au député que les documents seront déposés prochainement, j'espère.

LA SASKATCHEWAN

SUSPENSION D'UNE MESURE—INTERPELLATION À PROPOS DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Puis-je demander au premier ministre s'il déposera le rapport du lieutenant-gouverneur de la Saskatchewan ou tous autres documents se rapportant à la suspension du bill 56 de l'assemblée législative de la province?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Je n'y vois pas d'objection. Toutefois, avant de le faire, je tiens à m'assurer qu'on a procédé ainsi dans le passé. Si rien ne l'empêche, j'accéderai certainement à la demande du député.

L'HABITATION

MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE SECONDAIRE—INTERPELLATION AU SUJET DES VENTES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. H. McMillan (Welland): J'aimerais poser au ministre des Travaux publics une question au sujet de la nouvelle qu'il a communiquée et selon laquelle le gouvernement aurait ordonné à la SCHL de céder des hypothèques qu'elle détient. Le ministre peut-il nous dire si la société a déjà cédé certaines de ces valeurs ou si elle est sur le point de le faire?

L'hon. D. J. Walker (ministre des Travaux publics): Je tiendrai cette question pour un préavis. Aucune vente n'a été conclue en vertu des nouveaux arrangements.

M. McMillan: Puis-je poser une question supplémentaire?

M. l'Orateur: A l'ordre! Le ministre a déclaré qu'il tiendrait la question pour un préavis.

MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE SECONDAIRE—RÉPONSE À UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DES RÈGLEMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. J. Walker (ministre des Travaux publics): Hier, l'honorable député de Burnaby-Coquitlam a demandé si le gouvernement avait l'intention d'informer le Parlement des nouveaux règlements. Dans la déclaration que j'ai faite à la Chambre, le 17 avril, à propos de la création d'un marché hypothécaire secondaire, j'ai dit qu'il restait plusieurs questions d'ordre technique et de procédure à

régler. On les étudie présentement, et bientôt on déterminera s'il faut établir les règlements en vertu d'un décret du conseil, ou s'il est possible de fixer la procédure dans les cadres de la loi et des règlements actuels. Lorsque ces questions auront été réglées, les détails en seront communiqués à la Chambre.

LES TRANSPORTS

MONTRÉAL—DEMANDE RELATIVE À UNE LETTRE CONCERNANT LE PROJET DE MÉTRO

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J.-P. Deschatelets (Maisonnette-Rosemont): J'aimerais poser une question au premier ministre. Dans *La Presse* d'aujourd'hui, il est question d'une lettre que le premier ministre aurait écrite aux autorités municipales de Montréal au sujet d'un projet de métro. Le premier ministre voudrait-il nous en faire connaître la teneur?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): La meilleure chose à faire, je crois, c'est de déposer la lettre. Je le ferai demain.

LA VOIE NAVIGABLE DU RICHELIEU—INSTITUTION D'UNE COMMISSION CANADO-AMÉRICAINE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Le 14 avril, j'ai accepté comme préavis la question suivante de l'honorable député de Chambly-Rouville:

Le ministre pourrait-il éclairer la Chambre au sujet d'une nouvelle parue dans un journal de ce matin, selon laquelle le secrétariat d'État des États-Unis tente d'obtenir le point de vue du gouvernement canadien au sujet de la formation d'une commission mixte canado-américaine pour l'étude de la possibilité de creuser la voie maritime du Richelieu?

A cela je répondrai que j'ai pris connaissance d'une nouvelle de presse qui pourrait fort bien être celle dont le député faisait état dans la question qu'il adressait le 12 avril au ministre suppléant des Transports. Les États-Unis ne nous ont rien communiqué cette année touchant la formation d'une commission canado-américaine à laquelle on demanderait d'étudier la question du creusement du Richelieu.

LES FINANCES

PROJET D'IMPÔT AMÉRICAIN SUR LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS PLACÉS À L'ÉTRANGER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): J'aimerais poser au ministre des Finances une question qui découle d'un autre appel téléphonique que j'ai reçu. Comme le président Kennedy aurait proposé aujourd'hui au Congrès que les sociétés américaines qui font